

Lettre ouverte

Consultations régionales sur le Plan de lutte à la pauvreté à Montréal Le gouvernement doit mieux répartir la richesse.

Dans le contexte de crise économique, la lutte à la pauvreté devrait être la principale priorité du gouvernement du Québec. Cependant, le discours tenu par les libéraux de Jean Charest sur la crise des finances publiques et la hausse des tarifs fait craindre aux groupes sociaux que le prochain plan de lutte à la pauvreté proposé par Sam Hamad soit complètement bidon.

Un véritable plan de lutte à la pauvreté doit comprendre des mesures qui permettront aux personnes d'en sortir, prioritairement une augmentation des prestations d'aide sociale permettant de couvrir les besoins essentiels, un rehaussement du salaire minimum ainsi que davantage de logements sociaux. Loin de s'engager dans de telles mesures, le gouvernement propose plutôt de renvoyer aux communautés locales la responsabilité de la lutte à la pauvreté par des projets concertés avec les fondations (dont la Fondation Lucie et André Chagnon), l'entreprise privée, les élus locaux et les organismes communautaires. Sans nier l'importance des actions locales, qui peuvent s'avérer un complément intéressant pour soutenir les personnes en situation de pauvreté, seules des politiques sociales et fiscales universelles pourront avoir un impact concret sur le revenu disponible des personnes pauvres.

À Montréal, la pauvreté n'a cessé d'augmenter depuis des années, touchant particulièrement les personnes immigrantes et les femmes. Ici, le travail ne sort plus de la pauvreté, surtout au salaire minimum. Les banques alimentaires viennent d'ailleurs cette semaine de lancer un cri d'alarme sur cette question. La pauvreté qui sévit à Montréal est une atteinte directe au droit à la dignité et au droit à un revenu décent. Et pourtant, nos États sont signataires d'ententes internationales qui les obligent à mettre en place des mesures pour garantir le respect des droits humains à tous et toutes. Qu'attendent-ils?

Le gouvernement s'est privé de 5 milliards \$ par année depuis 2000 par des baisses d'impôts, sans compter les nombreux abris fiscaux consentis aux contribuables les plus fortunés. Comment peut-il crier ensuite au manque de revenus? Sans doute pour préparer le terrain en vue de nouvelles tarifications dans les services publics. Le gouvernement doit revoir la fiscalité dans l'optique d'une répartition plus équitable de la richesse.

Nous attendons d'un prochain plan de lutte qu'il propose des mesures permettant de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté, ce que seul l'État peut faire. Nous croyons que le gouvernement doit prendre dès maintenant ses responsabilités pour les citoyens et les citoyennes les plus pauvres du Québec.

Sébastien Rivard - RIOCM, Jean-Yves Joannette - TROVEP, Lyse Cloutier - Table des centres de femmes Montréal/Laval, Nancy Harvey- ROCFM, Catheryn Roy-Goyette- Collectif montréalais pour un Québec sans pauvreté, David Faguy- Projet Genèse, Véronique Laflamme- FRAPRU, Jean-Paul Faniel, Table de Concertation sur la Faim, Anne Pasquier, Table des groupes de femmes de Montréal, Diane Bourdon – Centre de femmes de Verdun et Mémés déchaînées.